

Convention collective départementale

IDCC : 943. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES
ET CONNEXES
(CALVADOS)
(30 juin 1977)**

(Etendue par arrêté du 17 octobre 1978,
Journal officiel du 17 novembre 1978)

■ *Journal officiel* du 15 mai 2008

Arrêté du 5 mai 2008 portant extension d'un avenant à la convention collective départementale des industries métallurgiques, mécaniques et connexes du Calvados (n° 943)

NOR : *MTST0811284A*

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 (anciennement article L. 133-8, alinéas 1 et 3),

Vu l'arrêté du 17 octobre 1978 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 16 octobre 2007, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes du Calvados du 30 juin 1977 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée,

Vu l'avenant du 25 septembre 2007 sur le régime de prévoyance à la convention collective susvisée,

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires,

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 26 décembre 2007,

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête,

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 22 avril 2008,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes du Calvados du 30 juin 1977,

tel qu'étendu par arrêté du 29 mai 1987, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 25 septembre 2007 sur le régime de prévoyance à la convention collective susvisée, à l'exclusion des termes : « et au plus tard » du dernier alinéa de l'article 1^{er} comme étant contraires aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 2261-10 du code du travail (anciennement article L. 132-8, alinéa 3).

L'antépénultième alinéa de l'article 1^{er} est étendu sous réserve de l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 2261-10 du code du travail (anciennement article L. 132-8, alinéa 5) aux termes desquelles une nouvelle négociation s'engage, à la demande d'une des parties intéressées, dans les trois mois qui suivent la date de la dénonciation.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 mai 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/49, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.